

› Chapitre 1

L'agriculture dans l'économie nationale : une évolution de long terme paradoxale

Au début du XIX^e siècle, en France, l'agriculture occupait la grande majorité de la population active et représentait plus de la moitié de la production totale, tous secteurs confondus. Deux siècles plus tard, le secteur agricole et agroalimentaire ne constitue plus que quelques pourcents de la production nationale, malgré un accroissement considérable des quantités produites. De toutes les activités économiques, l'agriculture est sans doute celle qui a connu l'évolution la plus forte, mais aussi la plus paradoxale, ce qui montre la place originale qu'elle a prise dans les changements structurels qu'a connus la société française depuis deux siècles.

Les mutations de l'agriculture sont liées directement à la révolution industrielle qui a débuté vers 1800 dans les pays occidentaux et a entraîné un processus de croissance économique quasiment ininterrompu, au moins jusqu'à présent. Elles témoignent du passage d'une économie de relative pénurie, qui échappait difficilement aux disettes, voire aux famines, à une société d'abondance, où les besoins alimentaires sont largement satisfaits malgré les disparités qui subsistent. Elles manifestent également l'insertion du milieu rural traditionnel dans un monde urbanisé et dans une économie ouverte aux échanges et aux innovations.

Une production en expansion, une population en déclin

L'agriculture, en tant qu'activité économique, a pu assurer une augmentation considérable des quantités produites, rendant de plus en plus aisé l'approvisionnement du pays en biens alimentaires. En même temps, la population qu'elle emploie a régressé très fortement, ce qui traduit – cause ou effet ? – les gains de productivité spectaculaires de ce secteur.

Une croissance continue de la production agricole depuis 200 ans

La croissance de la production agricole, que l'on mesure par l'augmentation en volume*¹ des biens produits, végétaux et animaux, s'est appuyée sur une forte intensification dans l'usage du sol, sur un appel accru aux intrants* d'origine industrielle et sur des vagues successives de changements techniques.

Des taux de croissance positifs

Après avoir connu sous l'Ancien Régime une évolution assez heurtée, avec des périodes de relative croissance et d'autres de stagnation, voire de recul, la production agricole a entamé en France un mouvement de croissance significatif à partir du début du XIX^e siècle. Malgré des différences d'appréciation selon les auteurs, on peut estimer le taux de croissance moyen entre 0,5 % et 1 % par an au cours du XIX^e siècle, à un peu plus de 1 % durant la première moitié du XX^e siècle, de 3 % à 4 % durant la période faste des Trente Glorieuses*, pour revenir à des taux oscillant entre 1 % et 2 % jusqu'en 2000. Depuis cette date, les quantités produites n'ont plus guère augmenté, les fluctuations de la valeur de la production agricole tenant essentiellement à la variabilité des prix.

Du fait de cette croissance, la France, longtemps déficitaire en produits agricoles et alimentaires par rapport aux besoins de la consommation intérieure, est devenue excédentaire à partir de 1975, cette surproduction nationale étant d'ailleurs largement absorbée grâce à l'ouverture du marché commun agricole.

Pour autant, on ne doit pas oublier les crises de production plus ou moins profondes qui ont touché l'agriculture à diverses reprises. Certaines sont liées directement aux deux conflits mondiaux : le niveau de production de 1913 n'a été retrouvé qu'en 1928 et celui de 1938 seulement dix ans plus tard. D'autres relèvent davantage de facteurs économiques, nationaux ou internationaux : crise de la fin du XIX^e siècle, conséquence du développement et de la libéralisation des échanges, celle des années 1930, liée directement à la récession économique générale², et enfin celle, plus rampante, que l'on connaît depuis une ou deux décennies, pour des raisons à la fois externes (crise de l'énergie, concurrence internationale, crise financière) et internes (surproduction).

-
1. Les termes marqués d'un astérisque renvoient à un glossaire p. 161 sqq. où leur signification précise est indiquée.
 2. Voir Michaël Tracy, *L'État et l'agriculture en Europe occidentale. Crises et réponses au cours d'un siècle*, coll. « Économie agricole & agro-alimentaire », Economica, Paris, 1986.

Une quasi-stabilité de la surface agricole cultivée

Globalement, la surface agricole cultivée* totale est restée à peu près stable depuis le XIX^e siècle : 30 millions d'hectares. Elle atteint son maximum juste avant la Première Guerre mondiale avec près de 35 millions d'hectares pour revenir à 32 millions dans les années 1950 et diminuer à partir de 1970, faiblement mais de manière continue depuis cette date, du fait du développement de l'urbanisation et de l'usage non agricole des terres.

La superficie mise en valeur par l'agriculture, qui représente de 50 % à 60 % du territoire national selon les époques, a connu des modifications significatives de la répartition interne des différentes cultures (tableau 1). On observe d'ailleurs que les évolutions ne sont pas régulières, ce qui traduit l'existence de cycles dans le développement ou la réduction des diverses productions végétales.

Ces changements reflètent la dynamique des systèmes de production*, elle-même liée à l'influence de nombreux facteurs : l'impact du progrès technique qui facilite le développement de telle production (le maïs, par exemple), l'agrandissement des structures d'exploitation qui privilégie les grandes cultures, l'évolution relative de la consommation et des prix qui favorise une production au détriment d'une autre, les mesures de politique agricole qui, au-delà des prix soutenus, réglementent les produits excédentaires (lait, betteraves, vin) ou imposent des normes nouvelles (obligation de gel d'une partie des terres cultivées à certaines périodes).

Tableau 1
Évolution de la répartition des principales composantes de la surface agricole cultivée en France (1852-2013) (en milliers d'hectares)

	1852	1892	1913	1929	1950	1970	2000	2013
Terres labourables	26 204	25 771	23 651	21 768	18 573	17 047	18 466	18 358
dont :								
– Blé	6 985	7 166	6 542	5 397	4 319	3 745	4 912	4 983
– Autres céréales	7 562	7 631	6 947	5 697	4 276	5 401	4 036	4 490
– Prairies cultivées	2 563	3 283	3 342	3 209	4 203	4 372	2 999	3 373
– Autres fourrages	303	1 453	1 939	2 029	2 028	1 293	1 574	1 705
– Jachères	5 705	3 368	2 513	2 919	1 405	270	1 227	488
Vignes	2 191	1 800	1 604	1 585	1 536	1 200	900	792
Prairies naturelles	5 057	6 213	10 102	10 891	12 279	13 934	10 093	9 439
Surface cultivée totale (a)	33 452	33 784	35 357	34 244	32 388	32 181	29 459	28 589

(a) Pour des raisons d'homogénéité dans le temps, nous avons retenu comme surface cultivée (ou utilisée) la superficie composée des terres labourables, des vignes et des prairies naturelles. Sont donc exclus les jardins potagers, les cultures maraîchères et les vergers.

Source : travaux de l'auteur, d'après les recensements* et statistiques agricoles.

Des effectifs d'animaux souvent en progression sensible

Parallèlement aux changements observés dans la mise en valeur des terres cultivées, les productions animales connaissent également des évolutions significatives. Les deux phénomènes sont d'ailleurs étroitement liés dans la mesure où les animaux tirent leur alimentation des productions végétales (céréales ou fourrages). Curieusement, ce lien était moins fort autrefois, car les productions végétales étaient en priorité destinées à l'alimentation humaine et il l'est moins à nouveau aujourd'hui avec le développement des élevages « hors sol ».

Deux catégories d'animaux voient leurs effectifs se restreindre fortement (tableau 2) : les chevaux, en raison de leur remplacement par les tracteurs, à partir de l'après-guerre, et les ovins, dont la production s'est repliée dans les régions spécialisées. En revanche, le nombre de bovins a sensiblement progressé, qu'il s'agisse de l'ensemble du troupeau ou des seules vaches. Une régression des effectifs s'observe cependant dans la période récente du fait de l'instauration en 1984 de quotas laitiers, qui a entraîné une diminution du cheptel (les vaches laitières étant en partie remplacées par des races à viande). Les porcins ont été en progression constante jusqu'aux années 2000, puis ont légèrement régressé ensuite (voir tableau 2, années 2000 et 2013). C'est au moment où leur alimentation a pu être déconnectée des productions de l'exploitation que la croissance a été la plus rapide (doublement des effectifs entre 1950 et 2000). Le mouvement est encore plus fort pour les volailles (poules, poulets, dindes...), dont l'élevage industriel est fondé sur le même principe de dissociation complète entre les aliments utilisés et les productions végétales de l'exploitation.

Tableau 2

Évolution des effectifs d'animaux (1852-2013) (en milliers de têtes)

	1852	1892	1913	1929	1950	1970	2000	2013
Chevaux	2 866	2 795	2 413	2 986	2 397	626	449	408
Bovins	12 100	13 708	15 351	16 195	16 365	21 722	20 338	19 096
dont :								
– total vaches	5 781	6 673	7 794	8 196	8 164	9 633	8 821	7 798
– vaches laitières seules	–	–	–	–	–	7 280	4 413	3 697
Ovins	33 282	21 116	16 131	10 452	8 216	10 239	9 416	7 233
Porcins	5 246	7 421	7 036	6 102	7 730	11 483	14 762	13 488

Source : travaux de l'auteur, d'après les recensements et statistiques agricoles.

Des rendements en progression très forte

L'évolution de la production à long terme se lit à travers les modifications des surfaces cultivées et celles des effectifs d'animaux, mais sa croissance provient, pour l'essentiel, de l'élévation des rendements, c'est-à-dire de la quantité produite par unité de surface ou par animal.

Pour les cultures par exemple, l'augmentation est spectaculaire. On peut prendre pour illustration les rendements en blé : ils étaient au Moyen Âge

de l'ordre de 5 à 7 quintaux à l'hectare ; au milieu du XIX^e siècle, on les estime aux environs de 15 q/ha, valeur qui s'accroît progressivement pour atteindre 25 q/ha en 1950. La progression est ensuite beaucoup plus rapide : 50 q/ha en 1970 et autour de 70 q/ha en moyenne nationale aujourd'hui, sachant que des rendements supérieurs à 100 q/ha peuvent être aisément atteints depuis quelques années.

Pour les productions animales, le phénomène est un peu plus complexe. Selon le type d'animal, la progression des rendements se manifeste de manière différente. Chez les animaux à viande, ce peut être le poids moyen des animaux, leur nombre à l'hectare, la vitesse de croissance ou l'indice de consommation (quantité d'aliments consommés pour produire 1 kg de viande). Chez les vaches laitières, l'indicateur usuel est la quantité de lait produite par tête et par an. Dans ce domaine, la progression est aussi très forte. Il y a 100 ans, une vache donnait en moyenne 800 kg de lait par an. Ce chiffre est passé à 2 000 kg en 1950. Il dépasse aujourd'hui 6 500 kg, avec des pointes individuelles fréquemment au-delà de 10 000 kg.

Même si elle est remise en cause aujourd'hui, cette progression continue des rendements révèle les changements considérables qui ont touché l'agriculture et sa capacité productive et ont sensiblement modifié les structures de production, en particulier dans la période de la plus récente.

Des structures de production qui s'agrandissent

Les manières de produire se sont fortement modifiées du fait de l'accroissement progressif de la taille des exploitations, mais aussi en raison de l'utilisation de plus en plus massive de machines et d'intrants.

Des exploitations agricoles moins nombreuses, mais plus grandes

Le territoire agricole est mis en valeur par un nombre élevé d'exploitations. Leur effectif s'est toutefois considérablement réduit depuis une centaine d'années. Si l'on élimine les micro-unités de moins de 1 ha (qui ont peu de signification économique), on observe une croissance du nombre d'unités de production jusqu'en 1882, date à laquelle on atteint le chiffre maximum de 3 600 000 exploitations. Par la suite, leur nombre diminue progressivement, lentement d'abord, puis de plus en plus rapidement, en particulier après la Seconde Guerre mondiale : près de 3 000 000 en 1929, un peu plus de 2 000 000 en 1955 et environ 500 000 aujourd'hui (490 000 au recensement de 2010 pour la France métropolitaine).

En parallèle, puisque la surface cultivée totale évolue peu, la surface moyenne par exploitation s'accroît progressivement : elle était de 10 ha environ vers 1900 ; elle atteint 15 ha en 1955, dépasse 20 ha en 1970 et se situe à 55 ha en 2010. L'accélération des évolutions structurelles transparaît bien ici : il a fallu un siècle pour un premier doublement de la superficie

moyenne des exploitations (de 10 ha à 20 ha) ; il a suffi de trente ans pour un second doublement, entre 1970 et 2000 (de 20 ha à 40 ha).

La répartition des exploitations par classe de superficie reste toujours très dispersée, mais avec un déplacement continu vers les catégories de plus grande dimension (tableau 3). Les petites exploitations (moins de 10 ha) sont de loin les plus nombreuses à la fin du XIX^e siècle ; celles de 10 ha à 20 ha prédominent entre les deux guerres, celles de 20 ha à 50 ha sont majoritaires dans les années 1970, mais aujourd'hui seules celles de 100 ha et plus voient leurs effectifs s'accroître.

Il existe des différences sensibles dans cette répartition, selon les régions et les systèmes de production. Les plus grandes superficies, consacrées plutôt à la culture de céréales ou à l'élevage bovin-viande, se localisent principalement dans le Bassin parisien et le Centre de la France. Les moyennes exploitations, orientées davantage vers la production laitière, se trouvent plutôt dans l'Ouest ; les plus petites unités, spécialisées dans la vigne, les cultures maraîchères et l'arboriculture, se situent pour beaucoup dans les régions du Midi méditerranéen.

De la même manière, le mode de faire-valoir* varie beaucoup d'une zone à l'autre, pour des raisons de taille des exploitations, mais aussi et surtout en raison de traditions juridiques et patrimoniales anciennes : on observe de ce point de vue une séparation entre la France du Nord et de l'Ouest, connaissant une certaine prédominance du fermage, et la France du Sud, dominée par le faire-valoir direct. Si, globalement, la propriété directe a été pendant longtemps le mode de faire-valoir le plus fréquent, son importance relative tend à se réduire progressivement au profit du fermage, beaucoup d'exploitations étant d'ailleurs désormais sur un mode mixte. En 2010, le fermage est très nettement majoritaire en superficie, même si la proportion des exploitations ayant totalement ou partiellement des terres en propriété est plus importante que celles qui sont uniquement en fermage.

Tableau 3

Évolution du nombre d'exploitations et de leur répartition par classe de superficie (1862-2010) (exploitations de 1 ha et plus) (en milliers) (France métropolitaine)

	1862	1882	1892	1929	1942	1955	1970	2000	2010
1 à 5 ha	1 816	1 866	1 829	1 146	691	649	326	193	211
5 à 10 ha	620	769	788	718	533	477	250	132	
10 à 20 ha	364	431	429	593	554	536	355		
20 à 50 ha	426	352	335	380	385	377	370	138	88
50 à 100 ha		186	52	82	106	75	121	122	97
100 ha et plus			33	32		20		78	93
Total	3 226	3 604	3 468	2 951	2 269	2 134	1 422	663	490
Superficie moyenne par exploitation (en ha)	10,4	9,6	9,7	11,6	13,2	15,2	22,8	42,0	55,0

Source : travaux de l'auteur, d'après les recensements et statistiques agricoles.

Une utilisation croissante de biens de production de type industriel

Sur des exploitations dont la superficie moyenne augmente, vont être mobilisés des moyens de production en quantités croissantes ; certains sont produits sur l'exploitation, d'autres sont achetés à l'extérieur.

Deux grandes catégories de biens d'origine industrielle sont utilisées par l'agriculture : les machines et les équipements d'une part, les intrants (ou consommations intermédiaires) d'autre part.

S'agissant du matériel agricole, deux étapes doivent être distinguées dans la mécanisation. La première se situe à la fin du XIX^e siècle et correspond à l'introduction de nombreuses machines de travail du sol, de semis ou de récolte (faucheuse, batteuse, etc.) qui se substituent au travail humain et vont permettre un premier accroissement significatif de la productivité du travail, tout en restant mues par l'énergie animale (chevaux ou bœufs). La deuxième étape est celle de l'arrivée du tracteur, qui remplace les animaux de trait, et plus généralement celle de la motorisation, qui se généralise en une décennie (1955-1965) sur la plupart des exploitations. C'est une vraie révolution dans les manières de faire et de produire³.

Si la première phase donne lieu à une croissance assez lente du capital fixe* utilisé par le secteur agricole (accroissement de 50 % entre 1880 et 1950), la seconde provoque une véritable « capitalisation » de l'agriculture, avec un doublement du capital mis en œuvre par chaque exploitation entre 1950 et 1970. Depuis, l'évolution des investissements est plus irrégulière, pour des raisons à la fois techniques, économiques et structurelles.

En ce qui concerne les consommations intermédiaires achetées à l'industrie, l'évolution est assez analogue : le démarrage de leur utilisation se situe aussi dans les années 1900 (fertilisants chimiques), elles connaissent une période de très forte expansion après-guerre (carburants, aliments du bétail, produits de traitement, semences, services divers, etc.), mais elles subissent un certain freinage dans la période récente, plus tardivement cependant que les investissements.

Exploitations plus grandes, machines agricoles perfectionnées, intrants industriels utilisés massivement, tel est l'aboutissement de plus d'un siècle de modernisation agricole, fondement incontestable de l'accroissement de la production. Parallèlement, un autre phénomène aussi massif, fortement lié au précédent, s'est produit, c'est la réduction du nombre d'emplois en agriculture : elle a connu une ampleur qui n'a été atteinte dans aucun autre secteur d'activité.

3. Voir Yujiro Hayami et Vernon W. Ruttan, *Agriculture et développement, une approche internationale*, INRA Éditions, Paris, 1998.

Une population qui décline

L'exode agricole*, souvent appelé exode rural*, a marqué les esprits bien au-delà du cercle des économistes ruraux, ne serait-ce que par sa connotation biblique qui évoque un déplacement massif de population. Il est vrai qu'il s'est produit en un peu plus d'un siècle un phénomène économique et social majeur : le changement de métier et le plus souvent de lieu d'habitation de plusieurs millions de Français et de leurs enfants, issus du milieu agricole.

De moins en moins d'agriculteurs

La population agricole a commencé à diminuer à peu près au milieu du XIX^e siècle (avec de fortes variations selon les régions) et le mouvement de régression démographique ne s'est pas arrêté depuis. On est ainsi passé, en termes d'actifs agricoles de sexe masculin, de 8 millions de travailleurs en 1851 à 750 000 en 1999 et guère plus de 500 000 en 2011. Si la baisse a été relativement lente au départ, et même durant la première moitié du XX^e siècle, le rythme s'est beaucoup accéléré depuis une cinquantaine d'années, atteignant souvent des taux moyens de diminution de 4 % à 5 % par an (tableau 4).

Tous les actifs agricoles n'ont pas le même statut : il faut distinguer la population familiale (chefs d'exploitation, aides familiaux*) de la population salariée (ouvriers et journaliers). Paradoxalement, alors que le salariat s'étend dans tous les autres secteurs économiques, il a régressé très fortement en agriculture, sauf dans la période la plus récente, où il se stabilise.

Le mouvement de dépopulation (et d'exode agricole) s'est étalé dans le temps de manière très différente selon les catégories de travailleurs agricoles. Ce sont les journaliers (paysans sans terre) qui, les premiers, au milieu du XIX^e siècle, ont été amenés à quitter l'agriculture pour occuper des emplois dans les activités industrielles naissantes. Il s'agissait là souvent d'un exode de misère dû à la suppression de multiples petites activités rurales et à la disparition définitive des terres communes.

Leur ont succédé, dans ce mouvement de départ, les ouvriers agricoles, dont les effectifs en surplus ont émigré vers les secteurs industriels en expansion, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. On peut parler ici plutôt d'exode de productivité, lié à la première phase de mécanisation agricole. Une réduction significative du nombre d'aides familiaux ne s'est produite qu'ultérieurement, après la Seconde Guerre mondiale, quand les enfants d'agriculteurs, les filles d'abord, ont renoncé massivement à exercer le métier de leurs parents. Les chefs d'exploitation, quant à eux, ont vu leurs effectifs décroître plus tardivement et moins fortement, ce qui signifie qu'ils se sont retrouvés à la tête d'exploitations disposant de

beaucoup moins de main-d'œuvre, alors que, dans le même temps, leur superficie augmentait sensiblement.

Tableau 4

Évolution de la population active agricole masculine et de ses composantes en longue période (1851-2011) (en milliers)

	1851	1876	1901	1926	1954	1975	1999	2011 (a)
Journaliers	1 300	950	650	450	980	332	150	164
Ouvriers	1 500	1 450	1 200	800				
Aides familiaux*	5 000	1 500	1 750	1 450	720	125	50	364
Chefs d'exploitation		3 600	2 900	2 700	1 670	959	550	
Total	7 800	7 500	6 500	5 400	3 370	1 416	750	528

(a) Les chiffres de 2011 ne sont pas tout à fait comparables aux précédents ; ils concernent la population active travaillant dans le secteur « Agriculture, sylviculture et pêche ».

Source : estimations de l'auteur d'après les recensements de population.

Population rurale et agricole : une dissociation récente

La population rurale, en France, correspond aux personnes résidant en dehors des agglomérations urbaines, c'est-à-dire dans des communes de moins de 2 000 habitants agglomérés. On ne peut donc pas assimiler population rurale et population agricole. Toutefois, pendant très longtemps, l'histoire de la population rurale s'est confondue avec celle de la population agricole, la grande majorité des ruraux étant des agriculteurs ou dépendant directement de l'activité agricole.

On ne s'étonnera donc pas que le déclin des deux populations ait été en quelque sorte concomitant sur environ un siècle : on dénombrait 26 millions de ruraux en 1851 (représentant 74 % de la population totale) ; ils n'étaient plus que 14 millions en 1999 (soit 24 % de la population). Cependant, le rythme de décroissance de la population agricole a été plus rapide que celui de la population rurale et des divergences d'évolution apparaissent à partir de la seconde moitié du ^{xx}e siècle (tableau 5).

Du milieu du ^{xix}e siècle à 1975, la population rurale a diminué de près de moitié, la population des ménages agricoles des deux tiers et la population active agricole de 80 %. À partir de 1975, apparaît une dissociation très nette entre une population rurale qui se stabilise, voire augmente, et la population agricole, qui continue à régresser fortement. Autrement dit, la « dépayssannisation » du milieu rural, progressive autrefois, s'est brusquement accélérée depuis une quarantaine d'années. En 1999, la population des ménages agricoles ne représentait plus que 25 % de l'ensemble des ruraux, contre 50 % en 1968 et plus de 70 % au ^{xix}e siècle et cette

proportion a encore décré depuis⁴. On rappellera cependant que des différences sensibles existent à l'intérieur même des zones rurales, notamment selon leur localisation géographique et leur proximité des villes et des métropoles urbaines.

Tableau 5

Évolution de la population rurale et de la population agricole (a) (1851-1999) (en milliers)

	1851	1876	1901	1926	1954	1975	1999
Population totale	35 783	36 906	38 962	40 581	42 777	52 656	58 518
Population rurale	26 648	24 929	23 005	20 759	18 830	14 252	14 322
% de population rurale/pop. totale	74 %	68 %	59 %	51 %	44 %	27 %	24 %
Population agricole	19 720	18 970	16 170	12 730	9 650	5 840	3 558
% de population agricole/ pop. rurale	74 %	76 %	70 %	61 %	51 %	41 %	25 %

(a) Actifs, inactifs, hommes et femmes.

Source : travaux de l'auteur d'après les recensements de population.

Tous ces bouleversements qui ont touché le monde agricole en quelques générations correspondent à des mutations profondes des manières de produire, à des changements de modèle d'agriculture (voir tableau 6).

Sous l'Ancien Régime, le modèle était une agriculture de subsistance fondée sur l'assolement triennal (deux années de culture et une année de jachère), la vaine pâture et l'utilisation des communs; elle était peu productive et fortement soumise aux aléas climatiques. Au XIX^e siècle se généralise la première révolution agricole, qui associe beaucoup plus étroitement productions animales et végétales et profite de la synergie qui se crée entre les deux (meilleure fumure, rendements plus élevés, alimentation accrue)⁵.

L'agriculture traditionnelle est ainsi fondée sur le système de polyculture-élevage, basé avant tout sur des progrès agronomiques, même si les intrants d'origine industrielle s'imposent peu à peu. Ce système perdure jusqu'à la deuxième révolution agricole, au milieu du XX^e siècle. Celle-ci bouleverse non seulement le mode de production agricole, mais également les relations qu'entretient l'agriculture avec son environnement. Ces profondes transformations, caractéristiques de l'agriculture moderne, se traduisent de diverses manières : intensification des productions par rapport au sol, spécialisation des exploitations, concentration géographique dans des bassins spécialisés, constitution d'une filière agroalimentaire au sein de laquelle la production n'est plus que l'un des maillons d'une chaîne complexe. C'est

4. « De prépondérant, le groupe social agricole est devenu un groupe parmi d'autres, minoritaire en effectif sans pour autant être marginalisé, en raison de facteurs culturels pérennes, du contrôle de la propriété foncière et, encore, de mandats électifs notables » (Francis Aubert et Bertrand Schmitt, « De l'économie rurale agricole à l'économie spatiale et régionale, trente ans d'analyse des espaces ruraux », in Philippe Jeanneaux et Philippe Perrier-Cornet (coord.), *Repenser l'économie rurale*, coll. « Update Sciences & technologies », Éditions Quæ, Versailles, 2014, p. 30-54 [p. 36]).
5. Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*, coll. « Points. Histoire », Éd. du Seuil, Paris, 1997, nouv. éd. 2002.

ce modèle agricole qui a forgé le visage de l'agriculture actuelle et ses spécificités, même s'il se trouve discuté aujourd'hui.

De telles transformations s'inscrivent dans le mouvement général de croissance économique de la France, mais elles se sont souvent produites, on l'aura noté, à travers l'irruption et la généralisation, en agriculture, du progrès technique. La totalité des systèmes de production a été touchée par l'introduction de la motorisation (tracteurs), de la « chimisation » (fertilisants et produits de traitement des maladies) et de la sélection génétique (animale et végétale) ; ces changements techniques assez radicaux provoquent un bond de production entre 1945 et 1975. En fin de période, les innovations des années 1950 et 1960 s'essouffent un peu, mais, depuis quelques années, un nouveau cycle technologique semble s'imposer, faisant appel aux technologies de l'information et aux biotechnologies et susceptible d'amorcer des formes nouvelles de développement du secteur agricole.

Tableau 6

L'agriculture française (1850-2010) : une vue d'ensemble

1850	1900	1930	1950	1975	2010
Transformation de l'agriculture					
1 ^{re} révolution agricole	Système de polyculture, élevage		2 ^e révolution agricole		Agriculture industrielle et/ou multifonctionnelle*
Techniques agricoles					
Plantes sarclées Légumineuses	Première mécanisation	Machines Premiers engrais	Engrais et pesticides Motorisation Sélection génétique		Informatisation – Automatisation Biotechnologies Qualité-traçabilité
Rendement moyen en blé (q/ha)					
10	15	20	25	45	75
Nombre et dimension moyenne des exploitations					
3 200 000 10 ha	3 500 000 10 ha	3 000 000 12 ha	2 500 000 13 ha	1 400 000 22 ha	500 000 55 ha
Population active agricole masculine					
8 millions	6,5 millions	5 millions	3,5 millions	1,4 million	500 000
% de population agricole dans la population active totale					
61 %	48 %	35 %	30 %	10 %	3 %
Population rurale					
27 millions	23 millions	20 millions	19 millions	14 millions	14 millions
% de population agricole dans la population rurale					
75 %	70 %	60 %	50 %	40 %	10 % à 15 %

Source : estimations de l'auteur ; chiffres arrondis.

Dans tous les cas, les facteurs primordiaux des transformations de l'agriculture se situent pour une bonne part en dehors du secteur agricole lui-même et proviennent du mouvement général de croissance économique.